

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

L'ordre ?

«Les CRS font des bosses ; ils ne font pas des trous !». Cette maxime résume des décennies de politique du maintien de l'ordre, confié à des unités spécialisées de la Police nationale et de la Gendarmerie.

Cette conception mesurée de l'usage de la force a été abandonnée lorsque le ministre de l'Intérieur a permis l'usage massif des Lanceurs de balles de défense qui ont provoqué des blessures analogues à celles qu'un soldat peut recevoir à la guerre.

La mobilisation des militaires de l'opération Sentinelle marque une nouvelle étape dans le durcissement de l'appareil répressif. Les soldats sont entraînés pour «faire des trous» dans la peau des ennemis de la patrie ; ils ne sont pas équipés pour le maintien de l'ordre. Même si ces soldats sont affectés à la garde de bâtiments publics, ils peuvent être menacés et réagir avec leurs armes.

En faisant appel à l'Armée, le gouvernement prend le risque d'une tragédie. Non par méchanceté ou bêtise mais parce qu'il n'avait plus qu'une seule alternative : abandonner son programme ultralibéral ou l'imposer par la violence. Le choix de la guerre de classe est proclamé et assumé. Dont acte.

Écologie

Quelles priorités ?

Chine - États-Unis

Le piège
de Thucydide

p. 8

GPA

Silence officiel
Combat officieux

p. 4

La Retirada

Pour la première fois, un chef de gouvernement espagnol en exercice venait en France pour commémorer l'exil des républicains espagnols de 1939. Notre pays n'était représenté, pour l'occasion, qu'à l'échelon préfectoral.

Il y a quatre-vingts ans, le 26 janvier 1939, Barcelone tombait aux mains de Franco. Allait alors se produire le plus important mouvement de migration jamais arrivé en aussi peu de temps, entre l'Espagne et la France : la *Retirada*.

Cet exil politique d'environ 450 000 républicains espagnols et des anciens des Brigades internationales qui fuient la répression franquiste est traité, par les autorités françaises, dans l'urgence et l'improvisation. Le 5 février 1939, la frontière est ouverte aux soldats, et parfois à leurs familles. Un dossier publié par le musée de l'histoire de l'immigration nous en dit l'essentiel. « Les hommes, eux, sont parqués dans des camps d'internement, montés à la hâte sur les plages du Roussillon et dans le Sud-ouest de la France. Quelques groupes de femmes et d'enfants sont aussi du voyage, preuve de la désorganisation des autorités à la frontière. Les camps d'Argelès-sur-Mer, du Barcarès et de Saint-Cyprien sont construits à même le sable, par les réfugiés, utilisés comme main d'œuvre par les autorités. Les camps du Vernet d'Ariège, de Septfonds, de Rieucros, de Gurs, de Bram et d'Agde viennent compléter ce dispositif d'internement. Ils sont pensés pour désengorger les camps du Roussillon où sont internés plusieurs dizaines de milliers d'hommes (...). » (1)

Plus de soixante-dix départements français accueillent, par ail-

leurs des groupes de réfugiés civils. Au ministère de l'Intérieur, on parle de « camps de concentration » pour désigner ces camps, au sujet desquelles les historiens Geneviève Dreyfus-Armand et Émile Temime ont consacré un ouvrage de référence, qui fait aussi œuvre de réparation, pour notre pays. « Les premières semaines, les hommes dorment à même le sable ou la terre, sans baraquement pour s'abriter. Les décès sont réguliers en raison du manque d'hygiène et des difficultés d'approvisionnement en eau potable et en nourriture. Les conditions de surveillance sont drastiques et assurées par les troupes militaires, tirailleurs sénégalais, spahis ou garde républicaine mobile », indique également le dossier publié par le musée de la Porte Dorée.

Certains de ces Espagnols pourront s'exiler vers d'autres pays. D'autres sont intégrés dans des groupes de travailleurs étrangers (GTE), qui représentent une force non négligeable, alors que la France se prépare à la guerre. Certains restent dans les camps. Plus tard, pour échapper une nouvelle fois à un destin sordide et pour l'idéal d'une République vaincue, et dans l'espoir d'une reconquête de leur patrie, certains rejoindront la Légion étrangère, les maquis ou encore la France Libre. Pendant ce temps, les camps construits par la République française seront ceux qu'utilisera Vichy pour parquer les Juifs et les étrangers. Des républi-

cains espagnols combattront dans nos campagnes, libéreront Paris – au sein de la Neuvième compagnie (La Nueve) de la Deuxième Division Blindée de Leclerc. D'autres mour-

ront à Mauthausen... Beaucoup firent souche dans notre pays.

C'est dire que le premier voyage entrepris par un Premier ministre espagnol en exercice, sur la tombe du dernier Président de la Seconde République espagnole Manuel Azaña à Montauban, sur la tombe du poète Antonio Machado qui s'était suicidé à Collioure le 22 février 1939, et sur le site de l'ancien camp d'Argelès-sur-Mer revêtait une importance toute particulière pour les Espagnols. Nos voisins bénéficient depuis 2007 d'une loi sur la mémoire historique qui réhabilite les victimes républicaines de leur guerre civile. Dans un entretien accordé à nos confrères de *La Dépêche*, le Premier ministre espagnol dit que son voyage éclair avait bien pour objectif de « rendre hommage à toutes les Espagnoles et à tous les Espagnols qui ont payé un prix élevé pour défendre la liberté et la démocratie » (2). Pour un tel anniversaire, il aurait été convenable que l'État ne soit représenté qu'à l'échelon préfectoral.

Christophe BARRET

(1) www.histoire-immigration.fr Voir aussi : www.memorial-argeles.eu/fr/ L'ouvrage de référence : Geneviève Dreyfus-Armand, Émile Temime, Les Camps sur la plage, un exil espagnol, Paris, éditions Autrement, 1995

(2) Cf. *La Dépêche* du 25/02.



SOMMAIRE

P 1 - Cible : Comparaison - P 2 : Commémoration : Le *Retirada*- P 3 : Titanic : Glucksmann, l'ultime candidat - Écho des blogs : UE : stratégie de sortie - P 4 : Gestation pour autrui : Silence officiel, combat officieux - P 5 : Nucléaire : Fort Trump- P 6- 7 : Penser la politique : Penser la République - P 8 : Essai : Le piège de Thucydide - P 9 : Idées : Itinéraire d'un demi-siècle - P 10 : Essai : l'Europe fantôme - Catholicisme social : Frédéric Ozanam- P 11 : - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : « L'urgence écologique »

Glucksmann, l'ultime candidat

Pour accélérer sa noyade, le Parti « socialiste » a ajouté une pierre à toutes celles qui l'entraînent vers les abîmes. C'est Glucksmann qu'elle se nomme, la petite pierre qui va remuer la vase des grands fonds.

On ne tire pas sur les ambulances. Telle est bien notre ligne de conduite. Mais il y a des corbillards qui méritent une petite rafale, avant qu'on passe à autre chose. Le corbillard visé est socialiste. C'est vrai que son cocher fait peine à voir – Olivier Faure – mais le Parti « socialiste » nous a tellement assommé de son arrogance, de son verbiage, de ses mensonges et crapuleries que nous nous autorisons à lui retourner une once de mépris.

Le Parti qui s'est tellement renié que le mot « socialisme » est devenu imprononçable se proclamait « de gauche » avec tant de componction récurrente qu'on lui laissait cette manière de s'inscrire dans une identité depuis longtemps fracassée. Mais ce parti « de gauche » décide soudain de se choisir un candidat de droite pour conduire sa liste aux élections européennes !

Car Raphaël Glucksmann a mené sa petite carrière à droite depuis 2006 lorsqu'il rejoignit Alternative libérale qui le désigna comme candidat à la députation en 2007. Mais le jeune Raphaël décida de se retirer et nie aujourd'hui cette candidature malgré les preuves récemment publiées. Fidèle à lui-même, il déclara son soutien à Nicolas Sarkozy puis, sans doute introduit par son père, André Glucksmann, participa à la rédaction de la revue *Le Meilleur des Mondes* qui reprenait la propagande des néo-conservateurs américains.

Ce fervent admirateur de Georges W. Bush devint le non moins fervent collaborateur de Mikheil Saakachvili, président de la Géorgie de 2008 à 2013, et l'époux d'Eka Zgouladze, vice-ministre de l'Intérieur de Géorgie. On se souvient que l'ultra-libéralisme du président Saakachvili faisait bon ménage avec des pratiques violemment répressives que le ministère de l'Intérieur mettait en œuvre sur les conseils des services américains...

C'est cet atlantiste aux amitiés douteuses qui va représenter le Parti socialiste. On peut dire que c'est normal car les anciens locataires de la rue de Solferino, pas très regardants du côté tirelire, sont depuis belle lurette alignés sur les États-Unis. Certes. Mais pour le dernier acte de la pièce, les ex-solfériniens auraient tout de même pu rester entre eux.

Annette DELRANCK

UE : stratégie de sortie

Ancien militant d'Attac, Aurélien Bernier est l'auteur de nombreux essais sur la démondialisation ou l'écologie, dont *La gauche radicale et ses tabous* (Seuil, 2014) et *La démondialisation ou le chaos* (Utopia, 2016). Sur le site *marianne.net* (1), il réfléchit notamment à la stratégie pour sortir de l'UE.

Selon lui, « l'équation juridique est simple. En France, les tribunaux administratifs contrôlent la conformité du droit national avec le droit européen. Or, ce droit européen est d'essence ultra-libérale. La jurisprudence ne laisse aucun doute : en l'état de l'ordre juridique, toute loi contraire au droit européen prise par la gauche au pouvoir serait annulée, non pas par la Cour européenne, mais par les tribunaux français ! Ceux qui en douteraient n'ont qu'à lire la position du Conseil d'État, qui est parfaitement claire. (...) il faut impérativement restaurer une primauté du droit national sur le droit communautaire, totale ou partielle, cela se discute en fonction de la stratégie politique que l'on veut adopter. C'est une solution radicale mais inévitable. (...) ».



Puis il donne son analyse sur le « désastre annoncé » dans la perspective d'une sortie de l'UE et donc de l'euro : « Les médias vont se déchaîner, c'est certain. Pour les marchés, j'en suis moins sûr. Est-ce que les marchés ont dévasté le Royaume-Uni suite au Brexit ? Est-ce qu'ils ont attaqué sauvagement pendant la campagne référendaire pour dissuader les citoyens de voter pour le *leave* ? Non, car la réalité économique est bien plus complexe. Les multinationales européennes (y compris allemandes) ont des intérêts (...) en France. (...) C'est la Commission européenne qui essaie de "punir" le Royaume-Uni, (...) parce que le gouvernement britannique a choisi la voie de l'article 50 du traité européen, qui donne un pouvoir incroyable à la Commission européenne. Mais la tornade financière qui nous plongerait dans la misère n'est pas un scénario plausible pour un pays comme la France [même si] nous serions victimes d'opérations de déstabilisation et qu'il y aurait des tentatives de fuite de capitaux. C'est pour cela qu'il y a urgence à agir dès l'arrivée au pouvoir et qu'il est impossible d'attendre la mise en place d'une Constituante ou l'achèvement de négociations par l'article 50. (...) ».

Toutefois, il est dommage que sa réflexion, pertinente, s'enferme dans le vieux clivage droite / gauche, politiquement dépassé et stérilisant. Nous ne pouvons que l'inviter à rejoindre le « Parti des Politiques » que nous travaillons, avec d'autres, à refonder et où cette réflexion trouvera sa pleine fécondité.

Loïc de BENTZMANN

(1) <https://www.marianne.net/debattons/entretiens/aurelien-bernier>

Silence officiel, combat officieux

La GPA n'est pas à l'ordre du jour. Telle est la position officielle de la France. Mais officieusement, la situation est tout autre.

La PMA pour femmes seules et lesbiennes, bien qu'elle se heurte à de nombreuses critiques, devrait être légalisée cette année. Que l'on s'avise cependant d'évoquer le sujet de la GPA face à ses promoteurs et l'on obtient deux réponses. La première consiste en une position militante et assumée pour sa légalisation. La seconde, plus biaisée, consiste à dépeindre ceux qui s'inquiètent de l'avenir d'une telle pratique comme des illuminés, des personnes délirantes, qui inventent des polémiques. Le sujet GPA n'existe pas en France. Toutefois, c'est la première étape d'une stratégie souterraine de communication et de persuasion qui ne dit pas son nom. Et qui ne le dira probablement jamais, sauf au jour de la légalisation de la pratique. Le sujet est trop sérieux, puisqu'il touche à la question de l'intégrité physique, pour être abordé de front. Alors, on commence par nier l'existence du débat.

La première étape mise en œuvre par ses promoteurs est de préparer le terrain, de rendre ce dernier fertile. Et son terreau ne peut être composé que d'ingrédients « de cœur ». Les médias servent ici de canaux de transmission de l'idéologie. En montrant des GPA « heureuses », ils participent à ce que Noam Chomsky appelle *La fabrication du consentement*. Dans *20h30 Le Dimanche*, du 7 octobre 2018, Marc-Olivier Fogiel témoigne de son expérience. Le 13 octobre 2018, *BFMTV* lui consacre un reportage au nom bien placé : « Le combat d'un père ». Où le champ lexical de la lutte prend tout son sens. Avec des photos à l'appui de l'heureux papa et des fillettes et musique douce en fond sonore, on tente d'amadouer le téléspectateur. Même la presse maternelle, avec le site *Magicmaman*, montre sa tolérance à travers son

papier Témoignage GPA : "Sans une mère porteuse, nous n'aurions pas pu devenir parents" où une femme atteinte d'une malformation témoigne de sa souffrance : « Le ciel me tombe sur la tête, moi qui ai toujours rêvé d'en avoir. »

Le chantage émotionnel est d'autant plus fort qu'il joue sur une diabolisation de ceux qui n'y cèdent pas. Ne pas tolérer la GPA reviendrait à ne pas comprendre la souffrance de ces couples. Donc à manquer de cœur. Dans une société-mouchoir où le tout sentimental prend le pas sur le vide intellectuel et sur l'absence de projet politique unificateur (le sentiment d'appartenir à une histoire commune et l'envie d'appartenir à un futur grand et noble), manquer de cœur équivaut à manquer d'humanité. L'individualisme érigé en condition *sine qua non* d'une société « progressiste », implique le droit de formuler des demandes à l'État, pour pallier les frustrations intimes. C'est la génération « j'ai le droit ». L'article de *Madame Figaro* du 15 octobre dernier : « Derrière la GPA, le désir profond d'être parent : "Il était impossible que je n'aie pas d'enfants" », est révélateur. Un désir supposerait une mise à disposition légitime des moyens médicaux disponibles.

Autre technique de la stratégie : publier des sondages. Comme l'édition de *l'OBS* du 15-21 mars 2018 : « PMA-GPA, les Français sont pour ! » Argument irréfutable du bien-fondé des sujets sociétaux, arme de prédilection des apôtres d'un progressisme fossoyeur de l'humanité. Le but est évidemment de montrer que le sujet de la GPA reçoit un soutien de « la base », c'est-à-dire du peuple. Sans même aborder les possibilités de manipulation des sondages, on voudrait déjà que l'avis dudit peuple soit autant entendu sur des sujets ca-



denassés où son opinion est vilipendée par ces mêmes médias.

Étape suivante : créer un clivage manichéen. Sur les sujets touchant à la manipulation du vivant, la tâche est aisée : les opposants à la GPA seraient forcément « de droite ou d'extrême-droite » et/ou catholiques ; des cibles faciles. Toute personnalité cherchant à rompre ce manichéisme (José Bové, républicains de gauche, une partie de l'extrême gauche, d'autres croyants) est immédiatement bâillonnée. Les opposants actifs sont caricaturés et les opposants passifs n'osent plus prendre la parole de peur d'être classés dans le camp des réactionnaires. Et se taire revient à laisser le champ libre aux promoteurs.

L'avant-dernière étape consiste à imposer la théorie du fait accompli. Il s'agit de reconnaître légalement les enfants nés de mère porteuse à l'étranger. Dans les faits, il est impossible de leur refuser cette existence légale sans aller contre leur intérêt. Autrement dit, ils servent d'outils de promotion malgré eux.

Une fois la bataille des idées et des faits gagnée, il ne restera plus qu'à considérer le sujet comme clos, y compris par une loi. Sachant qu'on ne peut presque jamais revenir sur des droits accordés à la personne, les champs lexicaux du progrès et du combat s'effaceront au profit de ceux de l'intouchabilité et de la normalité : « Comment a-t-on pu jadis vivre dans l'obscurantisme sociétal ? » La boucle sera alors bouclée.

Indiana SULLIVAN

Fort Trump

La dénonciation du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) contraint l'UE à choisir entre des réponses transatlantiques et continentales, choix qui les divise.

Le traité FNI signé en 1987 entre Reagan et Gorbatchev avait libéré l'Europe de la menace de quelques 2 700 missiles. Même si elle pouvait toujours être atteinte par des missiles lancés par air ou par mer, non interdits, l'Europe respirait. Il sera officiellement caduc le 1er août prochain. L'installation sur le sol européen de missiles anti-missiles, russes à Kaliningrad, américains en Roumanie, justifiés par la prolifération balistique hors des deux Grands, n'est pas tant en cause que les évolutions des techniques de guerre, par le haut – le développement de systèmes de missiles de croisière plus performants échappant à toute défense – et par le bas – les formules de pénétration hybride ou cybernétique.

L'alternative peut consister pour Washington soit à installer de nouveaux missiles nucléaires sur le

Pour le moment, depuis 2017, 4 600 combattants issus de la plupart des pays de l'OTAN sont présents en Pologne, siège de l'unité dénommée « présence renforcée de l'avant », et dans les trois Etats baltes sous forme de rotations périodiques. Varsovie a proposé à Washington de transformer cette présence en base permanente sur le sol polonais abritant une division blindée soit environ 15 000 hommes. Il faut savoir que le dernier blindé américain a quitté le sol européen en décembre 2013 ! Le Pentagone devait présenter un rapport sur ce point au Congrès américain le 1er mars. L'OTAN a solennellement promis qu'elle n'ouvrirait pas de base permanente en Europe centrale et orientale lors de la signature en 1997 du partenariat OTAN-Russie. Le président polonais a déjà annoncé que ladite base, si elle voyait le



sol européen, la Pologne est pour, l'Allemagne n'en veut à aucun prix, soit à assurer les alliés de la garantie du parapluie atomique américain sous la forme des missiles intercontinentaux activés depuis les centres de commandement américains. Les plus récents alliés, ex-membres de l'ex-Pacte de Varsovie, ne croient pas que la population de New-York serait prête à mourir pour Vilnius ou même Varsovie si des forces américaines, nucléaires et humaines, n'étaient pas directement exposées sur le théâtre européen.

jour, serait baptisée « Fort Trump ».

Le secrétaire général de l'OTAN, le norvégien Jens Stoltenberg, a indiqué le 16 février à la Conférence de Munich sur la sécurité, que Trump, tout en affichant son scepticisme sur l'Alliance atlantique, avait augmenté de 40% les dépenses militaires américaines en Europe. Les bases actuelles en Allemagne servent en effet de plate-forme arrière pour l'Irak et l'Afghanistan et abritent le siège d'Africom, le commandement américain pour l'Afrique subsaharienne. L'opinion

allemande est globalement hostile à un retour d'une présence militaire américaine offensive. Un dispositif avancé en Pologne ne suffirait pas à équilibrer une puissance conventionnelle russe logiquement supérieure ne serait-ce qu'en raison de la dissymétrie naturelle des forces résultant de la proximité géographique. L'enclave de Kaliningrad est sanctuarisée. La trouée de Suwalki, 65 km entre Kaliningrad et la Biélorussie, seul accès terrestre entre la Pologne et la Lituanie, n'est pas tant un maillon faible de la frontière qu'un extraordinaire appel d'air pour l'indépendance de la Biélorussie qui s'est jusqu'à présent opposée à l'installation d'une base aérienne permanente russe sur son territoire alors même qu'elle est liée à la Russie par un traité d'union qui pourrait à terme déboucher sur une fédération (avec les conséquences sur la frontière nord de l'Ukraine sur plus de 1000 kms).

Qu'à cela ne tienne pour le ministre polonais des affaires étrangères Jacek Czaputowicz qui s'accroche à l'Amérique tant qu'il ne voit pas d'autre alternative crédible se mettre en place, c'est-à-dire une armée européenne dotée d'une capacité nucléaire, en l'occurrence la seule qui existe au sein de l'Union européenne après le Brexit, la force française de dissuasion, mise au service des Vingt-Huit comme son siège au Conseil de Sécurité.

Pour Berlin, à l'inverse, les États-Unis ne sont décidément plus les garants de la sécurité européenne. Mais si les Européens doivent se prendre en charge, pour les Allemands, cela signifie plutôt la recherche d'un accord de sécurité continental avec Moscou. Le ministre allemand des Affaires étrangères, le social-démocrate Heiko Maas, parle de nouvelle architecture de maîtrise des armements, bref un nouveau traité FNI. Le non-dit allemand est que cet accord devra inclure d'une manière ou d'une autre la force de frappe française en cours de modernisation.

Yves LA MARCK

Penser la République

En 1100 pages, Jacques de Saint-Victor et Thomas Branthôme, deux universitaires qui enseignent l'histoire du droit, expliquent comment fut conçue, voulue et rêvée la République depuis l'Antiquité grecque. Cet exposé complet et savamment critique forme un monumental ouvrage de référence, destiné à la formation des étudiants et à l'instruction des citoyens. Tous découvriront ou vérifieront que la République n'est pas un bloc, sorti tout droit du cerveau de Robespierre...

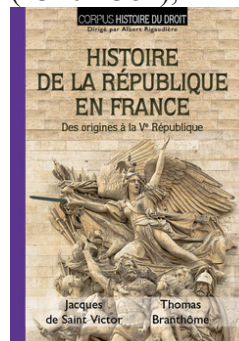
Tout commence avec Aristote. On sait que le Stagiritte distingue trois régimes politiques – la monarchie, gouvernement d'un seul, l'aristocratie, gouvernement des meilleurs et la *politeia* ou république qui est le gouvernement de tous les citoyens. Ces trois régimes sont républicains s'ils ont en vue le Bien commun. Si cette finalité est remplacée par l'intérêt d'un seul, de quelques-uns ou de la masse, il y a tyrannie, oligarchie ou démocratie. Le gouvernement de la *politeia* – la République républicaine, le régime populaire – n'a pas de forme définie chez Aristote et le problème, sans cesse posé et reposé jusqu'à nos jours, n'a jamais trouvé de solution satisfaisante. Le Stagiritte dit cependant que le meilleur régime est celui de la médiété, du « juste milieu » que représenterait, dans l'idéal, le gouvernement de classes sociales qui se mélangeraient.

Ce gouvernement du compromis social fait naître l'idée, riche d'avenir, du gouvernement mixte. L'historien grec Polybe en est le premier théoricien au II^e siècle avant Jésus-Christ mais il ne sera redécouvert qu'au XV^e siècle. Cicéron théorise lui aussi le gouvernement mixte de la *Res publica* définie comme la *Res populi* : la République appartient à la communauté politique et elle est en mesure d'assurer l'égalité grâce au droit. La République selon Cicéron est compatible avec la monarchie, l'aristocratie et le régime populaire et contraire aux trois formes corrompues distinguées par Aristote.

Au XIII^e siècle Thomas d'Aquin reprend le thème du gou-

vernement mixte républicain et se prononce (Somme, I-II, 105,1) pour une royauté élective : le « meilleur régime » résulte « d'un bon mélange de royauté, dans la mesure où un seul a la préséance sur tous, d'aristocratie dans la mesure où plusieurs gouvernent en raison de leur vertu, et de démocratie, c'est-à-dire issu du pouvoir du peuple, dans la mesure où les princes peuvent être choisis parmi le peuple et où l'élection des princes appartient au peuple ». Thomas d'Aquin est le fondateur du « constitutionnalisme médiéval » : cette doctrine établit le prince en souverain qui peut contraindre au respect de la loi mais le prince doit respecter la loi de nature qui lui commande la justice.

Après l'Aquinate, Pierre d'Auger (1240-1304) reprend la doctrine du gouvernement mixte mais en étendant le rôle du peuple (*multitudo*) et Nicole Oresme (1320-1382), théologien, traduc-

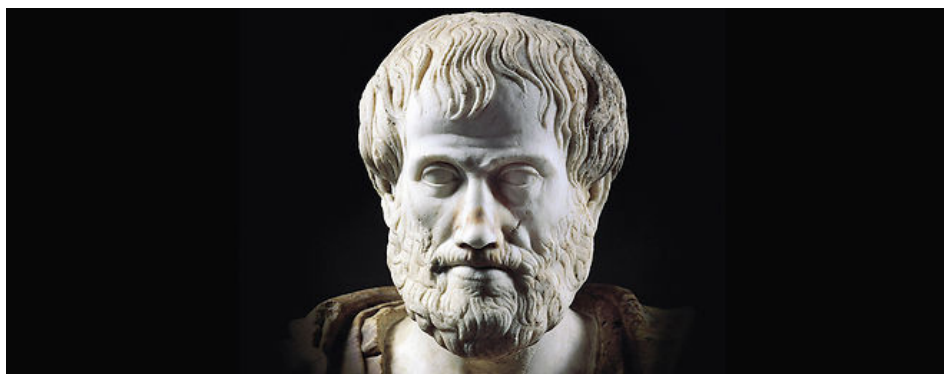


teur d'Aristote et économiste, théorise la monarchie républicaine en réaction aux défaites et aux troubles de la guerre de Cent ans. Avec d'autres défenseurs du « bien de la chose publique », il inspire l'ordonnance du 3 mars 1357, imposée au Dauphin en contrepartie d'un nouvel impôt destiné au financement de la guerre. Cette ordonnance prévoyait la possibilité pour les États de se réunir sans convocation royale et annonçait que les impôts seraient

levés avec la volonté du peuple.

L'ordonnance visait à instituer un gouvernement mixte dominé par la noblesse et la bourgeoisie mais la tentative est brisée par la révolte d'Étienne Marcel qui ruine l'alliance entre la noblesse et la bourgeoisie parisienne. L'accord passé entre Étienne Marcel et le roi de Navarre allié des Anglais provoque une réaction patriotique qui favorise la restauration de l'autorité royale. Devenu conseiller de Charles V, Nicole Oresme, qui accorde de grands pouvoirs au peuple, présente la monarchie de Charles V comme un régime mixte associant le roi, l'aristocratie des pairs et le peuple des États. La tradition de la monarchie républicaine perdure jusqu'aux guerres de Religion mais c'est la courant des légistes adeptes du « gouvernement royal » qui l'emporte sur le courant thomiste du régime mixte à la faveur de la réaffirmation de l'autorité royale que permet la fin victorieuse de la guerre de Cent Ans.

C'est encore la guerre, cette fois civile et religieuse, qui provoque une transformation de la pensée et de la pratique républicaines au XVI^e siècle. C'est au lendemain de la Saint-Barthélemy que le mot « État » apparaît dans son acception moderne qui se fonde sur un triple refus – de la Cité antique, de la *Res publica christiana* et de la seigneurie féodale – et la volonté de puissance étatique se renforce après les assassinats d'Henri III et d'Henri IV. La période des guerres de Religion correspond à d'intenses réflexions politiques sous l'influence de Machiavel et des monarchomaques et c'est Jean Bodin qui l'emporte avec ses *Six Livres de la République* (1576). La République est alors identifiée à l'État, de préférence monarchique, détenteur d'une souveraineté indivisible, perpétuelle, inaliénable et absolue, contre la tradition aristotélicienne du régime mixte. Plus tard, la Fronde ne fait que conforter la



Aristote

théorie et la pratique de l'État souverain qui triomphe au Grand siècle.

La Révolution française, y compris dans sa formulation robespierriste, est républicaine et monarchiste jusqu'en 1792. Après le 10 août, elle tente le régime populaire évoqué par Aristote et explore ses impasses constitutionnelles. La République se définit négativement, face à l'ennemi qu'il faut anéantir ; elle réaffirme positivement l'unité et l'indivisibilité de l'État dans une dialectique nouvelle avec un Peuple glorifié et souvent réduit à ses fractions émeutières ; elle accouche de la Nation que le royaume de France avait peu à peu engendré...

En lisant les centaines de pages que Jacques de Saint-Victor et Thomas Branthôme consacrent à la naissance du républicanisme et au développement des différents partis qui s'en réclament au XIX^{ème} siècle – les Jacobins, les libéraux, les plébéiens – on voit renaître puis se résorber l'opposition entre République et démocratie et s'installer la confrontation entre le républicanisme bourgeois et le socialisme. Les Jacobins brisent les Hébertistes, le Directoire liquide Babeuf et sa Société des Égaux, l'Assemblée nationale issue de la Révolution de février 1848 charge le général Cavaignac de noyer dans le sang le mouvement ouvrier au mois de juin, puis restreint le suffrage universel. La violente répression de la Commune puis des grèves ouvrières par les gouvernements de la III^{ème} République avant 1914 est connue. Le libéralisme politique et le républicanisme de droite et de gauche redoutent la démocratie au sens classique du terme : la foule inorganisée, son potentiel de violence. Il y a une très longue histoire de

l'acclimatation de la démocratie en France, marquée par la défiance de certains théoriciens du républicanisme, par l'institution en 1848 d'un suffrage universel exclusivement masculin et par l'adoption tardive de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen comme énoncé de principes fondamentaux – puisque son caractère normatif est encore contesté par certains juristes sous la III^{ème} République.

L'ouvrage se termine par une analyse de la République gaulienne, justement définie comme une monarchie républicaine. Plutôt que de commenter les pages pertinentes que Jacques de Saint-Victor et Thomas Branthôme consacrent à la V^{ème} République, je me détache de leur ouvrage pour proposer une vue générale, aussi libre que schématique, de notre République moderne. Celle-ci ne peut être pensée hors de sa relation dialectique avec les autres catégories qui entrent dans la composition du Politique.

La dialectique de la République, de l'État et de la Nation est mise en œuvre par le jacobinisme sur le mode passionnel puis par le bonapartisme sur le mode rationnel mais chaque fois dans le sacrifice de la démocratie – c'est-à-dire des libertés publiques et de la souveraineté populaire.

La Restauration et la monarchie de Juillet tentent d'établir la République comme une monarchie royale présidant un régime parlementaire et une démocratie réduite à des libertés publiques mal garanties – tout en gardant l'État administratif.

Nos régimes d'assemblées (1875-1940 et 1946-1958) se fondent sur le refus de l'État et tentent de lier la démocratie (suffrage universel et libertés publiques), la nation et la République vécue sur le mode

du patriotisme héroïque. L'Armée et l'Administration constituent deux socles politiques solides, hors du champ politique.

La Constitution de la V^{ème} République, dans sa conception gaulienne, rassemble les composantes du Politique dans une synthèse presque complète : l'État restauré dans son indépendance, la nation consacrée dans sa pleine souveraineté, la République comme gouvernement au service de l'intérêt général et la démocratie revitalisée par le recours possible au référendum. Cette monarchie républicaine et démocratique est bien entendu laïque et elle se proclame République sociale en référence du Préambule de 1946. En reprenant les catégories aristotéliennes, on peut aussi soutenir qu'elle a articulé dans une nouvelle forme du régime mixte la monarchie, l'aristocratie (les Grands Corps) et la démocratie – avec le projet de compléter la démocratie représentative par une démocratie participative.

Cette synthèse était fragile car la nécessaire incarnation du pouvoir politique est devenue problématique après le départ du général de Gaulle et la monarchie électorale a dégénéré en oligarchie aujourd'hui engagée sur une pente liberticide. Rien n'est perdu cependant car la République gaulienne peut être rétablie dans sa dynamique démocratique et sociale, représentative et participative. Selon nous, il lui manquera encore la médiation royale, qui donne à l'État sa charge symbolique et modère concrètement les conflits de pouvoirs en assurant la nation de sa permanence dans l'histoire...

Bertrand RENOUVIN

(1) Jacques de Saint-Victor, Thomas Branthôme, *Histoire de la République en France, Des origines à la V^{ème} République*, Corpus Histoire du droit, Economica, 2018. Ma présentation très lacunaire de cet ouvrage est une simple incitation à la lecture... et à la relecture des auteurs, pas toujours d'accord entre eux, qui nous éclairent depuis des décennies sur le cheminement de l'idée républicaine : Blandine Kriegel, Claude Nicolet, Régis Debray, Marcel Gauchet... Pour les retrouver, il suffit de taper leurs noms sur mon blog bertrand-renouvin.fr

Le piège de Thucydide

Comment affronter l'ascension de la Chine sans que les Américains n'aient recours à la guerre ?

La *Kennedy School of Government* est à l'Université de *Harvard* ce qu'il y a de plus proche de l'ENA ou de l'IHEDN. Graham Allison fut l'un de ses fondateurs. Il est celui qui a le plus profondément analysé la crise des missiles de Cuba de 1962 pour dégager ce qu'il a appelé « l'essence de la décision ». Il tente d'appliquer son expérience à la rivalité sino-américaine et prodigue à cet effet des conseils fort appréciables à l'intention des décideurs.

Le premier d'entre eux, qui le rend sympathique, est de ne pas se précipiter pour définir des politiques ou des stratégies résumées à des « grandes lignes », mais de réfléchir. En effet selon lui, la pensée politique vis-à-vis de la montée de la Chine n'est pas aboutie. Depuis la chute de l'URSS, personne ne s'en est préoccupé. Pendant les dix premières années, on a cru à « la fin de l'Histoire ». Depuis 2001, on n'a eu d'yeux que pour le terrorisme et l'islamisme. Après Hegel, traduit par Fukuyama, puis Spengler, revu par Huntington, c'est Thucydide qu'il faudrait lire selon Allison.

Il n'y a donc rien de nouveau sous le soleil. La lutte entre Athènes et Sparte il y a quelque deux mille cinq cents ans se répéterait indéfiniment. L'une de ses dernières réincarnations avait été la première guerre mondiale. Il faut lire *La campagne avec Thucydide* composée en 1919 par le fameux critique littéraire Albert Thibaudet que les éditions Bouquins (Robert Laffont) avaient eu l'excellente idée de reproduire en introduction de l'histoire de *La guerre du Péloponnèse* avec une préface de Jacqueline de Romilly. Selon l'historien grec, la guerre trouvait son origine dans « l'accroissement de puissance des Athéniens et la crainte qu'elle inspirait aux Lacé-

démoniens, les forçant ainsi d'entrer en guerre ». Sparte était alors la puissance dominante. Certes on joue à contre-emploi : les États-Unis, comme hier l'Angleterre et la France, s'identifient à la « démocratie » athénienne et à son empire maritime (thalassocratie) alors que le régime autoritaire et continental de Sparte illustrerait plutôt les deux Reich allemands, l'Union soviétique ou la Chine communiste. Ce point n'est pas secondaire car le régime intérieur des puissances est l'une des clés de la solution.

Pour ce qui concerne l'affrontement entre puissance montante et puissance contestée, il y aurait piège en ce que les volontés humaines seraient impuissantes à arrêter un engrenage fatal, ce que « les somnambules » ont récemment décrit pour la dernière semaine de juillet 1914. Personne ne voulait la guerre mais celle-ci arrive « inéluctablement ». Personne aujourd'hui encore ne souhaite la guerre mais l'accident (nucléaire notamment) peut arriver à tout moment. On peut en éviter l'un après l'autre mais à la longue l'accident est « inévitable ». Allison en fournit de multiples exemples.

La question « comment gérer l'ascension de la Chine sans que celle-ci n'incite les Américains à la préempter en recourant à la force ? » appelle une sérieuse réflexion qui n'a pas vraiment commencé à Washington. Pour Allison, celle-ci ne comporte pas que des aspects militaires ou stratégiques, mais implique d'abord et avant tout un recul historique : « que veut la Chine ? », « La Chine est-elle un pays comme les autres ? et d'abord comme nous, Américains ? », voilà qui suppose une approche culturelle des différences comme des similitudes. Ensuite, il faudrait définir exactement et limitativement les « intérêts vitaux » des États-Unis :



Thucydide

est-ce qu'ils incluent la défense du moindre îlot de la mer de Chine, ou même des Philippines ? Au dernier stade, la définition d'une « stratégie » est nécessairement une opération bien délimitée. L'objectif n'est pas de gagner la lune (au sens figuré, car au sens littéral c'est peut-être vrai), ou de vouloir des choses impossibles, mais de se donner des buts de guerre raisonnables ou atteignables dans le temps et l'espace, c'est-à-dire cohérents.

L'une des leçons de la guerre du Péloponnèse vue par Thucydide est l'importance des défis intérieurs. De même, Allison pense que pour les États-Unis comme pour la Chine, la principale menace réside dans les dysfonctionnements de leurs systèmes politiques respectifs. Il ne s'agit pas tant d'instaurer la démocratie en Chine ni de la protéger en Amérique que de prévenir dans les deux « l'échec de la gouvernance ». Allison, biographe du « père » de Singapour, Lee Kuan Yew, voit dans celui-ci un modèle.

On peut toujours s'interroger sur la valeur d'un précédent historique. Peut-être que l'émergence actuelle de la Chine est sans précédent. Elle l'est en degré mais sans doute pas en nature. Il faut être d'autant plus imaginaire que simplement réactif.

Dominique DECHERF

Graham Allison, *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le Piège de Thucydide ?*, éditions Odile Jacob, 2019.

Itinéraire d'un demi-siècle

Paul-François Paoli fait partie de ces journalistes et de ces critiques qui vivent passionnément du monde des idées. Car il ne s'agit pas seulement de se livrer à un exercice dialectique, il s'agit de mettre ses idées en accord avec sa vie. C'est pourquoi il ne cesse de prendre parti, parfois avec une certaine violence, dès lors qu'il faut dénoncer l'imposture de certaines idéologies. Parfois avec une certaine réserve, lorsqu'il s'affronte à des problèmes existentiels qu'il n'a pas encore complètement résolus. Sa bibliographie est déjà très conséquente, surtout si on y ajoute la somme de ses articles, notamment publiés hebdomadairement dans *Le Figaro littéraire*. Il vient d'y ajouter des *Confessions d'un enfant du demi-siècle* qui font le point de cet itinéraire intellectuel, en renforçant encore la relation des idées avec la conduite personnelle et la quête de sens continue qu'elle requiert. À travers l'histoire intellectuelle qu'il a traversée, il retrace sa propre histoire. Et cette confrontation confère aux penseurs découverts au fil du temps un relief particulier.

« Je suis né à la politique à un moment précis de mon adolescence, même si ce virus a longtemps incubé en moi depuis l'enfance. » Ce moment précis, c'est le coup d'État du général Pinochet à Santiago du Chili, en septembre 1973. Le jeune Paul-François, qui est alors en classe de troisième à Aix-en-Provence, fait le choix résolu de l'engagement à gauche et même à l'extrême-gauche. Les choses paraissent simples. Il y a d'un côté « l'ordre criminel et mesquin des possédants chiliens, l'ordre illégitime de ceux qui se pavanent à la face des humiliés ». De l'autre la révolte des damnés de la terre et de ceux qui ont épousé la cause de la justice. Il va donc se retrouver aux Jeunesses communistes, et sera même repéré par les dirigeants du Parti comme un espoir possible. Mais l'époque n'est plus celle du communisme triomphant en Europe. La gauche est travaillée par de nouveaux courants qui vont la déporter du côté de ce que Jean-Pierre Le Goff appelle « le gauchisme culturel ».

Le jeune homme, déjà assoiffé de lectures et s'interrogeant sur les évolutions contemporaines, va se trouver déporté du côté des nouvelles problématiques, celles de Foucault et de Deleuze. Et plutôt que de s'appesantir de l'héritage marxien, il va découvrir en Frédéric Nietzsche l'interlocuteur nécessaire. Et comme il est ouvert à la recherche sans exclusive, son intérêt pour l'œuvre de René Girard l'amènera à creuser dans le sens contraire au gauchisme culturel, ce qui l'orientera progressivement dans une toute autre direction que certains définiraient comme réactionnaire. Ce qui n'est pas faux au demeurant, à condition de bien voir que cette réaction ne consiste pas en pure opposition brutale à la modernité, ou à ce qui se définit comme tel, mais se complexifie, à la mesure des questions posées. Lesquelles ne sollicitent pas des réponses toutes faites.

Car Paul-François Paoli a bien répudié son adolescence révolutionnaire, il peut se définir comme conservateur, anti libéral-libertaire, il n'est pas affilié à proprement dire à une école. Et s'il se reconnaît des maîtres, ce n'est pas pour autant qu'il adhère complètement à leur pensée. De ce point de vue,



sa rencontre avec Pierre Boutang est significative. Il fait la connaissance du professeur en Sorbonne de la façon la plus singulière. Un de ses amis anarchistes lui parle un jour de ce drôle de personnage : « C'est simple, si tu n'es pas d'accord avec lui, il te met un pistolet sur la tempe. » Intrigué, Paoli assiste au cours de l'intéressé et il est immédiatement fasciné. C'est vrai que Boutang est un homme de conviction, sans aucune concession. Mais c'est aussi le plus proche et le plus amical des profs. Pour lui la relation aux étudiants se poursuit au-delà de l'amphi dans des dialogues qui ne finissent pas. Et il s'intéresse à leur vie personnelle et à leurs soucis quotidiens. Paoli fera partie de ceux qui l'accompagneront jusqu'à ses derniers moments.

Ce n'est pas pour autant qu'il se définira comme boutangiste intégral. La complexité de l'auteur d'*Ontologie du secret* le désarçonne et il relève les contradictions de ce philosophe aux antipodes du relativisme. Ce qu'il retient en définitive c'est le cœur d'une anthropologie : « La pensée maîtresse de Boutang est celle de l'héritage. Qu'il soit généalogique, à travers la paternité et la filiation, ou historique, à travers les nations. Le monarchisme de Boutang est fondé sur l'idée que nous sommes d'abord des héritiers. » Tout est lié à une anthropologie et à une ontologie de la transcendance : « Nous ne sommes rien sans le mystérieux pouvoir de la verticalité, Boutang a bataillé sa vie durant contre toutes les pensées de l'immanence... »

Il y a plusieurs autres auteurs qui retiennent toute l'attention de l'essayiste. On n'est pas étonné de retrouver Marcel Gauchet, Jean-Claude Michéa, et même Michel Houellebecq et Michel Onfray. Même s'il marque avec certains d'entre eux de profonds désaccords, il leur reconnaît la vertu d'être de précieux stimulateurs. Mais en définitive c'est Boutang qu'il retrouve dans sa conclusion lorsqu'il tente d'indiquer sa propre position devant le mystère de l'être. Il revendique « un humanisme de l'humilité », ce qui signifie qu'il n'est pas parvenu au terme de sa recherche. Le mystère de la naissance, qui était aussi cher à Hannah Arendt, est pour lui l'occasion de se définir comme agnostique religieux : « L'agnostique religieux, au contraire de l'indifférent, ne se résout pas à l'inconsistance ultime de l'être humain. Il est impossible de vivre sans désirer la pérennité de ce que l'on aime. »

Gérard LECLERC

Paul-François Paoli, *Confession d'un enfant du demi-siècle*, Éditions du Cerf.

L'Europe fantôme

“L'Europe est un mot faible qui n'implique que faiblement ceux qui l'utilisent” : voilà qui donne le ton. Régis Debray inaugure en février dernier une nouvelle collection de publications courtes chez Gallimard avec une série de dix articles regroupés portant sur le même sujet : *L'Europe fantôme*.

Avec l'ironie qui lui est propre, le philosophe démontre comment la vitrine européenne se fêle au fur et à mesure que le grand public se rend compte de son absence de charpente stable. Le terme fantomatique désigne bien ce peuple européen absent, qui n'a jamais existé que dans les fantasmagories des euro-rêveurs. C'est un peuple dont l'unification et la mobilisation sont rendues impossibles par les fameuses “origines chrétiennes” de l'Europe, les mêmes qui ont été travesties tant de fois pour tenter de donner une cohérence religio-historique à l'Europe : son symbole, la bannière bleue aux douze étoiles

d'or, est elle-même tirée de l'Apocalypse de Saint-Jean (serait-ce un avertissement ?). Dans un système où l'argent est devenu un concept transcendant et sacré, Régis Debray nous montre l'UE comme une dulia sans fidèle, un culte aux bancs aussi vides que ceux des églises lors de la messe dominicale depuis que mai 68 a détourné les âmes du spirituel. Il ne serait pas étonnant d'ailleurs que ce petit livre vienne en réponse à la publication récente d'Olivier Roy, *L'Europe est-elle chrétienne ?* Cette publication est bienvenue alors que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne, au moment même où ses institutions politiques, financières et culturelles lui

ressemblent le plus dans ses valeurs libérales. L'Europe est parvenue à l'exploit de dégouter le paragon même du libéralisme européen, sur lequel elle s'est inspirée pour développer son projet. Le divorce ne date pas d'hier : il remonte au début de la construction européenne, lorsque l'idée pan-européenne de la paix des nations se laissa phagocyter par l'industriel d'outre-Atlantique, qui comptait bien manifester sa destinée sur ses nouveaux vassaux dans un contexte de guerre froide. Le drame fut de n'avoir pas su s'en défaire : ainsi, “on attendait Erasme, on a eu Moscovici !”

RÉGIS
DEBRAY
**L'EUROPE
FANTÔME**



André GRANDIER

Régis Debray, *L'Europe fantôme*
Gallimard, 2019.

Catholicisme social

Frédéric Ozanam

Fils d'un hussard qui combattit dans les armées de la Révolution, Frédéric Ozanam, journaliste engagé et universitaire éminent, inspira le catholicisme social au XIX^{ème} siècle.

Hors du milieu catholique, Frédéric Ozanam est peu connu. Moins connu en tous cas que ses amis Lacordaire et Lamennais. L'ouvrage d'Aimé Richardt permet de découvrir ou de redécouvrir cet homme qui fut tout à la fois un grand professeur, un catholique fervent et, dans une certaine mesure, un révolutionnaire (1). Né en 1813 à Milan, alors capitale du royaume d'Italie, le jeune homme fait d'excellentes études au cours desquelles il rencontre Lamennais, Montalembert, Lacordaire et Lamartine. Soucieux de soulager les souffrances des pauvres, il fonde avec des amis étudiants la Société de Saint-Vincent de Paul. Devenu professeur, il obtient en 1840 la chaire de littérature étrangère à Lyon. Juriste, comparatiste, histo-

rien des religions, Frédéric Ozanam défend sa foi chrétienne avec fermeté et mesure. On le voit militer résolument pour la liberté de l'enseignement et se plaindre de la mauvaise volonté d'un gouvernement fidèle à l'anticléricalisme qui est l'une des caractéristiques de l'orléanisme. En février 1848, la maison d'Ozanam est un quartier général de la révolution en cours. Dès le 15 avril, il lance avec Lacordaire un journal, « L'ère nouvelle », qui défend la nouvelle république en souhaitant qu'elle soit sociale et libératrice des nations opprimées. Après la sanglante répression de l'insurrection ouvrière de juin 1848, Frédéric Ozanam continue d'espérer en une « démocratie chrétienne » sous l'égide d'une république modérée. Quand il meurt, en 1853, Napo-

léon le Petit règne en maître sur un pays où la réaction conservatrice a depuis longtemps triomphé. Une démocratie chrétienne, distincte du courant catholique social, tenta de s'installer en France sous la III^{ème} République, sans succès. Il faudra les immenses bouleversements de la Seconde Guerre mondiale pour qu'un parti d'inspiration catholique, le MRP, parvienne à jouer un rôle de premier plan dans la vie politique française – mais sans oser se présenter sous la bannière chrétienne. En France, depuis le XVI^{ème} siècle, nous avons gardé une sainte horreur des partis religieux. La tentative d'Ozanam était sans espoir, ce qui n'enlève rien à ses mérites.

Annette DELRANCK

(1) Aimé Richardt, *Ozanam le compa-*
tissant, 1813-1853, Artège Lethielleux,
2018.



Défendre la langue française

Comme Chef de la Maison de France, je m'associe à la Journée Internationale de la Francophonie, qui célèbre chaque 20 mars depuis 21 ans, notre belle langue française. Cette langue simple et claire, expression de notre génie français, qui fait partie d'un patrimoine dont nous pouvons être fiers, est parlée dans 88 pays et par 300 millions de personnes, présentes sur les cinq continents. Langue de la diplomatie, elle est un atout incomparable pour la France. Au cours de mes nombreux voyages - du Liban au Québec, de l'Asie à l'Amérique Latine en passant par l'Afrique - j'ai pu constater que la langue française suscitait un engouement qui ne se dément pas depuis le règne de François I^{er}. Moteur de croissance durable, le Français et ses multiples accents, représenté par l'organisation internationale de la Francophonie (OIF), est aussi un facteur d'unité et de cohésion qui rassemble tous les peuples à travers un dénominateur culturel, économique et géopolitique commun. Langue de paix qui a donné à l'Europe ses plus grands auteurs, une académie prestigieuse que l'on nous envie, elle est un trésor à défendre et à partager car elle exprime non seulement une identité mais définit aussi des exigences qui ne peuvent être bafouées au nom d'un quelconque progressisme, comme l'écriture inclusive, la novlangue ou l'intrusion d'anglicismes, qui risqueraient d'en changer la nature profonde. Ciment de notre histoire, la langue française est notre patrie dans ce qu'elle a de national et celle de bien d'autres peuples dans ce qu'elle a d'universel.

Jean, Comte de Paris
Domaine Royal, le 19 mars 2019



Kévin Guillot - Frédéric de Natal

Mercredis de la NAR

Le mercredi 3 avril : Morvan Burel nous présentera son livre : *La gauche à l'épreuve de l'Union européenne*.

À nos adhérents

Le 38^{ème} congrès de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra à Paris, les 30 et 31 mars.

Début des travaux : le samedi, à 9h30.
Fin des travaux : le dimanche, à 16h30.

Avez-vous pensé à vous réabonner ?

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication

Yvan Aumont

Directeur politique

Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint

Christophe Barret

Rédacteur en chef

Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

L'urgence écologique

La quinzaine que nous venons de vivre aura été hautement écologique et très instructive. Résumons-là. 1^{er} mars : initiative de M^{lle} Greta Thunberg, jeune suédoise de 16 ans qui a réussi, nul ne sait trop avec quels appuis, à lancer un appel au monde pour lutter contre le réchauffement climatique. 5 mars : la France est sommée par la Commission européenne de céder au domaine privé l'exploitation de ses centrales hydroélectriques dans les plus brefs délais. 14 mars : la Fondation Nicolas Hulot et plusieurs ONG déposent un recours en justice contre l'Etat pour non-respect de ses engagements climatiques. 15 mars : suivant les consignes de Greta Thunberg, les lycéens se sont mis en « grève » un peu partout en Europe. 16 mars : manifestation écologique nommée « Marche du siècle » par les médias, qui a mis dans la rue plusieurs centaines de milliers de manifestants dans notre pays. Ce qui nous a permis d'admirer le cynisme du gouvernement qui a fait participer des ministres aux manifestations écologiques pendant que « en-même-temps » leurs collègues de LREM votaient pour la poursuite jusqu'en 2025 des épandages de pesticides reconnus dangereux. 12 mars au ? avril : cerise sur le gâteau, nous allons devoir supporter dans les semaines qui viennent une marée noire provoquée par le naufrage d'un cargo italien au large de La Rochelle.

Ouf ! Soufflons un peu et mettons de l'ordre dans tout cela. Quelles analyses peut-on en tirer ?

Tout d'abord, que l'urgence écologique est bien là. Il n'est plus de jour où nous n'apprenons l'existence d'une nouvelle catastrophe écologique ou d'une anomalie climatique. Ce monde bouleversé que prévoyaient les scientifiques il y a quarante ans, nous y sommes entrés, et nous n'en sortirons plus.

Ensuite que les manifestations, les soutiens, les analyses, les cris d'angoisse, les révoltes, la volonté d'agir, tout cela ne pèse RIEN face aux affaires. Pire même, cela sert à détourner l'attention : quand M. Macron, « champion de la planète » s'écrit la main sur le cœur devant la jeune suédoise « Je peux le faire [sauver la planète ?], mais aidez-moi ! », alors que « en-même-temps » il fait voter des lois destructrices pour l'écosystème et s'apprête

à brader les aéroports et les barrages (deux infrastructures écologiquement très sensibles), que peut-on conclure d'autre ?

Le cynisme de cette classe dirigeante, on connaissait, tout comme son inculture politique, historique, scientifique, son incompréhension crasse du fonctionnement du monde, et ses instruments habituels de gouvernement : promesses tous azimuts, mensonges, brouillage des discours, confusion dans les objectifs, choix assumée de favoriser l'argent au détriment de toute autre chose, accusation de fascisme devant toute critique, etc. Pourtant, nous n'avions pas tout vu, et voici une nouveauté : l'instrumentalisation de la jeunesse, manipulée pour « verdier » des activités noires. La conclusion de tout ceci, c'est que rien de bon ne peut venir de ce gouvernement, avec qui le dialogue est impossible.

Il y a pourtant des points positifs dans cette série d'événements. D'abord l'urgence écologique est désormais reconnue (sauf par les dirigeants). L'unanimité s'est faite sur la nécessité d'agir, les climato-sceptiques ont disparu, ainsi que leur opposition qui réduisait à néant toute initiative. Par ailleurs, cette prise de conscience est accompagnée d'un vrai désir militant, et la volonté d'engagement de la jeunesse contre le réchauffement climatique est sincère.

Mais elle doit savoir que rien ne peut se faire sans changement politique profond. Pourquoi ? Parce que l'expérience de ces vingt dernières années a montré qu'aucune politique écologique n'est possible dans un système dérégulé, alors qu'il va falloir « opérer à chaud ». Or la priorité écologique implique une planification incitative forte et l'utilisation de tous les moyens de l'État pour orienter l'activité des entreprises de façon conforme aux impératifs écologiques. Il devient urgent de revenir en France à la planification indicative, de nationaliser le crédit et les secteurs-clés de l'économie, d'affirmer la souveraineté monétaire, technologique et commerciale de la nation. La restauration du Politique est la condition impérative pour mettre en œuvre la transition écologique..

François GERLOTTO

